

Patrimoine vernaculaire :

bastion nostalgique ou laboratoire de nouveaux imaginaires partagés ?

Marc GRODWOHL, Ethnoarchéologue, Chercheur associé UMR PACTE 5194, Politiques publiques, Action politique, Territoires, Université Joseph Fourier- Grenoble, marc.grodwohl@orange.fr, www.marc-grodwohl.com

De formation initiale archéologue médiéviste, l'auteur a créé l'association « Maisons paysannes d'Alsace » au début des années 1970, puis l'écomusée d'Alsace qu'il a dirigé de 1984 à 2006, tout en collaborant à des projets en France et à l'étranger notamment en Iran.

Introduction

Deux termes du titre de cette communication, patrimoine, vernaculaire, suffisent à nous mener au cœur d'un maquis terminologique. Nous aurions pu évoquer directement les « maisons paysannes », en vue d'interroger cette production culturelle, avec les méthodes de l'histoire rurale, métissée de bonne vieille ethnographie et d'un peu d'archéologie médiévale et moderne : méthodes mises à l'œuvre par l'auteur entre 1971 et 1983 dans un village du sud de l'Alsace, et de 1984 à 2006 dans un musée de plein air, l'écomusée d'Alsace.

Nous aurions ainsi appréhendé la maison en tant que fait culturel, au sens anthropologique, au risque de confusions entre la société qui l'a produite et celle qui l'utilise : toujours affectée à des valeurs d'usage, la maison paysanne serait aussi, par absorption patrimoniale, une construction sociale du présent. Cette dernière, sous réserve qu'ici la patrimonialisation soit effective, ne s'est pas faite indépendamment de la construction idéologique du folklore, telle que l'a démontée Michel de Certeau (1974) dans la « Beauté du mort »¹. Pressé, trop pressé de nous exonérer du rappel de ces évidences, nous aurions déposé continuités et ruptures dans les usages et les représentations et, parcours de l'auteur oblige, débouché sur le terrain des engagements et des convictions. Tant de malentendus auraient pu en naître, qu'il nous faudra ici dans un premier temps poser quelques repères épistémologiques.

¹ Dont nous retenons ici la construction par les élites de la catégorie de la culture populaire, permettant d'incarner le bon sauvage dans notre propre civilisation, servant ainsi un dessein d'infantilisation de ces sociétés, notamment rurales. Michel de CERTEAU, Dominique JULIA, Jacques REVEL, « La beauté du mort » in « La culture au pluriel », 1974, rééd. Ed. du Seuil, Paris, 1993

Nous établirons des correspondances entre la recherche sur la maison paysanne d'une part, et son émergence dans l'espace public comme objet patrimonial d'autre part ; nous mettrons en doute sa patrimonialité trop parfaite, les dimensions juridiques et symboliques du mot venant ici s'incarner, dans une représentation quasi archétypale du bien hérité puis transmis. Les allers et retours entre nos deux terrains, celui du village et celui du musée, n'ont d'autre valeur que celle d'observation des comportements des individus et de leurs groupes face à l'idée de maison.

L'intérêt documentaire de ce matériau résulte de sa collecte dans le même milieu local durant 35 ans, dans le cadre ou en périphérie de chantiers pour l'essentiel bénévoles. La faiblesse du même matériau est que nous l'avons collecté nous-même, en situation d'acteur sur la scène publique. Il n'est certes pas facile au quotidien, quand on est soi-même au coeur de l'action, de faire le tri entre des tendances longues objectivables, et les signaux plus immédiats émis par le corps social ; ceux-ci rappellent à chaque instant l'obligation de réviser la pratique au regard des intérêts de l'institution dont on porte la responsabilité, ce qui met en jeu l'inscription dans le marché. Des collaborations à des projets de même nature, notamment en Iran, ont permis de retrouver régulièrement une autonomie de pensée et d'action : nous avons pu y rafraîchir notre regard sur nous, lorsque nous sommes à l'œuvre sur nos maisons. Notre position actuelle ne m'amène pas à une rétrospective théorisée ; nous faisons le choix d'exposer un point de vue intérieur à l'action, singulier en ce que la confrontation de différentes populations –les propriétaires de maisons anciennes, les bénévoles, les visiteurs– a révélé des enjeux culturels majeurs autour des zones d'invisibilité de la maison. Ces rapports à l'invisible seront présentés ici, en tant que facteur insuffisamment pris en compte dans les politiques : les choses relevant du « traditionnel », la maison, le paysage, n'y sont manipulées que sur la scène du visible, dans la large gamme qui s'étend du façadisme touristique à la culture assez élitiste du monument et des bonnes pratiques. Ces attitudes, prétendant préserver, non sans arrogance, un bien commun de l'inculture de ses propriétaires et habitants, ne constituent-elles pas de nouvelles formes de dépossession des producteurs et usagers du patrimoine ? Le risque est grand, dès lors, de négliger un potentiel de chantiers majeurs pour une élaboration culturelle de l'habitat contemporain.

Les expériences sur le terrain des villages en réhabilitation, de la création et du développement d'un écomusée, n'ont cessé de rappeler la complexité de la maison, échappant au chercheur dès qu'il croit la tenir par un bout. Cette complexité se fait une force lorsqu'elle vient donner prétexte à une diversité des apprentissages. Elle offre alors un riche vocabulaire de signes universels, préalable devenu nécessaire à l'établissement d'une communication verbale entre les hommes dans l'espace social, les engageant dans la co-création d'un autre réseau de liens que l'on appellera par commodité « production » culturelle, l'idée d'un « développement » proprement culturel étant d'un point de vue anthropologique, assez malaisée à concevoir.

Une maison « vernaculaire », « rurale » ou « paysanne » ?²

Pourquoi, alors, tous ces détours, et parler de patrimoine vernaculaire alors que notre sujet ici est l'architecture paysanne ? On doit bien alors, rappeler un peu vite, avec des traits un peu forcés, comment l'objet « maison paysanne » est passé de mains en mains sans avoir eu le temps de brûler l'une ou l'autre au passage. On sait que la notion d'habitat rural est mise au point en France par Vidal de la Blache à partir de 1910, et dans son sillage Albert Demangeon, Jean Brunhes³. L'objet étant constitué par la géographie humaine, les recherches s'orientent vers une classification morphologique, en vue de cartographier les différences régionales ou, dirions-nous aujourd'hui, locales, imputées pour une bonne part aux contraintes du milieu physique. Pour Demangeon⁴, « *l'habitation rurale est avant tout un fait d'économie agricole* », d'où « *un classement d'après leur plan interne, d'après le rapport qu'elles établissent entre les hommes, les animaux et les choses, c'est-à-dire d'après leur fonction agricole* ». Jean Brunhes ne dénie pas l'apport incontournable du « *matériau ethnographique* », qu'il définit comme un ensemble d' « *accessoires obligés des faits de la géographie humaine, échappant à la tyrannie du cadre géographique* » et à ce titre ne pouvant pas être placés, au risque de « *grave erreur* » sur le même plan⁵. On sait qu'auparavant, les anthropogéographes allemands soutenaient l'idée de déterminants culturels pouvant l'emporter sur tous les autres, les fonctions modernes venant habiter une diversité de formes ethniques, voire « *raciales* », retraçant les vagues successives de population au Haut Moyen Age. En France, avec des attendus nationalistes différents, le pendant en serait le folklorisme ; il se manifeste semble-t-il la première fois en 1913 sur le sujet de l'habitat en usant du vocable « maison paysanne », démarquée de « l'habitat rural » des géographes⁶.

Dans une étape suivante, de part et d'autre de la Deuxième guerre mondiale, les géographes laissent la place aux ethnologues, de retour au pays. Ils transposent dans le proche les méthodes élaborées ailleurs, en poussant du coude les folkloristes, inventeurs de l'ethnographie régionale française. Les travaux d'ethnologie des techniques d'André Leroi-Gourhan⁷ se prolongent dans l'œuvre de Georges-Henri Rivière, qui les donne à voir au public. Ce sera la longue gestation du Musée national des arts et traditions populaires, conçu dès 1937 mais qui n'ouvrira au public de manière permanente qu'en 1972. C'est à l'initiative

² Dans le parler local, une maison dans laquelle s'exerce toujours une activité agricole est « *a bürahüs* », une « maison paysanne », et une maison à colombages réduite à l'habitat « *a elsasserhüs* », une « maison alsacienne », et il en va de même dans l'Allemagne des « *Heimet* » où la maison est qualifiée par son appartenance régionale et est, implicitement, paysanne.

³ Jean BRUNHES, « La géographie humaine », Ed. Presses universitaires de France, 1942.

⁴ Paul DEMANGEON, « L'habitation rurale en France, essai de classification des principaux types » (1920) cité par BRUNHES, op.cit. p.62.

⁵ Jean BRUNHES, op.cit. p.265.

⁶ Selon Christian LASSURE, « L'intangible trinité : la maison « traditionnelle », la maison « de pays », la maison « paysanne » », article paru initialement dans le tome VIII, 1984, de la revue « L'architecture vernaculaire ». En Allemagne le vocable « maison paysanne » (« *Bauernhaus* ») est employé régulièrement dans les titres des publications d'envergure à partir de 1887, cohabitant avec celui de « maison allemande » qui apparaît en 1882 avec un développement de la thèse du déterminisme ethnique par Adolf MEITZEN, « Das deutsche Haus in seinen volktümlichen Formen », Strassburg, 1882.

⁷ André LEROI-GOURHAN, « L'homme et la matière », Ed. Albin Michel, Paris, 1943, 1971, rééd. 2004.

de Rivière que la « *maison paysanne* » relevant de « *l'architecture folklorique* »⁸, sera puissamment documentée par les enquêtes de 1942 à 1946 du Musée national des arts et traditions populaires.

L'importance donnée aux systèmes techniques, que Leroi-Gourhan ordonne en ensembles qu'il qualifie d'états socioéconomiques des groupes humains, est un renversement de point de vue. Les identités locales, certes informulées dans ces termes, et rangées aux accessoires, sont reconnues en creux par les géographes. L'ethnologie technocentriste, elle –je force le trait– rattache les sociétés à des états, les déterminismes physiques locaux et l'épineuse question de leur périmètre passent à leur tour au rang d'accessoire.

La nouvelle ethnologie française d'inspiration levi-straussienne balaiera les relents vichystes attachés aux notions de maisons paysannes, « maisons de pays » réputées représenter les « 500 pays qui font la France ».

Le vocable « Maison paysanne » resurgit néanmoins dès 1964, portant en germe la renaissance des pays, en dénomination d'une association qui rattache l'habitat rural aux grandes familles d'architecture provinciale, déjà regroupées dans des associations de propriétaires de château et de grandes demeures qualifiées d'historiques.

Dès lors trois vocables commencent à coexister : celui, ancien, d'architecture rurale, celui de maison paysanne qui appartient dans un premier temps aux propriétaires de résidences secondaires, et à partir semble-t-il du début des années 1970, celui d'architecture vernaculaire.

Selon Michel Parent (1975)⁹, se référant à l'étymologie de vernaculaire –*vernaculus*, « indigène », issu de *verna*, « esclave né dans la maison de son maître » –, ce terme est venu qualifier l'architecture populaire rurale, combinaison de l'habitation et du travail, en opposition aux architectures savantes où l'emportent les fonctions de représentation du pouvoir. Il y voit une « *machine à habiter et à produire* », mais post-modernisme architectural oblige, aussi « *une machine à penser* » se « *référant aux systèmes des croyances traditionnelles* ». L'absence d'architecte est un facteur déterminant, qui cependant élargit le champ du vernaculaire à d'autres productions telles que les églises rurales, les moulins et autres équipements. Pour Parent, cet élargissement diluerait les critères et affaiblirait « *un concept où l'intention humaine se manifeste clairement à travers la promotion du travail et des rapports riches et complexes de l'homme à la nature* ».

⁸ Jean CUISENIER, « Le corpus de l'architecture rurale française », in Terrain : « Habiter la maison ». Ed. Ministère de la Culture, Paris, n°9, octobre 1987

⁹ Michel PARENT, « L'architecture vernaculaire rurale, ses modes de conservation et ses limites à l'adaptation », colloque sur l'architecture vernaculaire, Plovdiv 24.09-02.10 1975 in Monumentum vol XV-XVI. Ed. Icomos, 1977.

L'archéologue Christian Lassure¹⁰ (1983) se range dans ses travaux à la définition d'Eric Mercier (1975) selon laquelle la qualité de « *bâtiments vernaculaires* » désigne un état spatial et quantitatif, qualifié par la densité de multiples d'un même type dans une zone et une époque données. Dès lors, une forme ou un type peut être vernaculaire dans une zone, et non dans l'autre, et passer du non vernaculaire au vernaculaire en changeant de contexte spatio-temporel. Cette définition contribue à démonter le mythe d'une élaboration empirique de la maison, locale et en circuit clos. Christian Lassure enrichit cette définition en mettant en cause la valeur représentative des constructions observables aujourd'hui, celles qui ont été conservées étant les mieux construites, émanant vraisemblablement des classes dominantes, et il en appelle à l'archéologie de l'au-dessous et de l'au-dessus du sol pour constituer un corpus pertinent.

Présentant une oeuvre de poids, le « Corpus de l'architecture rurale française », dont la publication s'échelonne de 1977 à 1986, Jean Cuisenier¹¹ évite le terme de « vernaculaire » dans ce chantier d'actualisation des monographies de « *spécimens* » constituées entre 1942 et 1946, en visant des entités épistémologiques différentes, dont la logique sociale de l'espace. A cet égard, il distingue les « *genres* » catégories susceptibles d'être saisies par les habitants, et les « *types* » catégories mises en valeur par l'ethnologue, ce qui permet de mesurer l'étanchéité de la frontière avec les définitions mises au point par la géographie historique¹². Elle apparaît par exemple lorsque Jean-René Trochet¹³ définit le « *type* » comme un profil particulier de maison, le « *modèle* » étant l'extension d'un type sur une aire géographique.

Jean-René Trochet partage avec Cuisenier la réticence à recourir au terme vernaculaire, lui préférant celui de « maison paysanne » qui isole bien l'objet de ses travaux dans le champ des habitations rurales, qui ne sont pas, loin s'en faut, toutes des maisons de paysans. Il va plus loin en faisant suivre « maison paysanne » par « *traditionnelle* », la tradition désignant ici un espace social et temporel, la « *société traditionnelle* » recouvrant « *complètement la géographie historique des maisons paysannes françaises de la fin du Moyen Age (à la révolution industrielle et agricole des XIX et XXe siècles, qui transforma brutalement ces structures avant de les briser)* ». On mesurera qu'entre la publication du « Corpus » et celle de Jean-René Trochet intitulée « Maisons paysannes en France » (c'est nous qui soulignons), vingt ans ont dû passer avant que le sujet ne retrouve une certaine actualité sous la forme de grande synthèse nationale¹⁴. On note aussi qu'il est à nouveau possible de désigner l'objet –au

¹⁰ Christian LASSURE, « L'architecture vernaculaire : essai de définition », in supplément No 3, L'architecture vernaculaire, 1983.

¹¹ Jean CUISENIER (1987) op.cit.

¹² Le Musée de plein air des maisons comtoises de Nancray confie à des ethnologues en 2000 une collecte ethnographique dans le but de préparer la muséographie d'une maison paysanne destinée à être démontée et reconstruite dans le musée. L'article publié par les ethnologues permet de mesurer la distance, dramatique, entre l'ethnologie contemporaine et la tradition du morphologisme géographique technocentré : Laurent AMIOTTE-SUCHET, Pierre FLOUX, « Rendre son hybridité à une maison en cours de patrimonialisation », in Ethnographiques.org, Numéro 1 – avril 2002, <http://www.ethnographiques.org/Amiotte-Suchet,Floux>.

¹³ Jean-René TROCHET, « Maisons paysannes en France ».Ed. Créaphis, Paris, 2006.

¹⁴ Synthèse nationale et aussi réactivation de la recherche universitaire. Voir : Philippe MADELINE et Jean-Marc MORICEAU (dir.), « Bâtir les campagnes, les enjeux de la construction de la Protohistoire au XXIe siècle, Bibliothèque du Pôle Rural, Ed. Presses universitaires de Caen, Caen 2007

sens d'artefact– par son nom, sans ce que cela ne vaille ipso facto à son locuteur un procès en idéalisation de l'âge d'or paysan.

Le même écart de 25 ans en moyenne se manifeste dans les approches thématiques transversales et transculturelles. Après l'édition française de « Pour une anthropologie de la maison » d'Amos Rapoport en 1972¹⁵, ce n'est qu'au cours de ces toutes dernières années que des audacieux prendront le risque de proposer des synthèses ne tournant pas délibérément le dos aux sciences historiques. L'« ethnologie de la chambre à coucher » de Pascal Dibie¹⁶, « Le toit, seuil du cosmos » de Thierry Paquot¹⁷, interrogent à nouveau la place des cultures locales dans le fait universel d'habiter en société. Le moment était aussi venu pour que l'œuvre majeure de John Brinckerhoff Jackson¹⁸ (1976 à 1984) soit éditée en français (2003, 2005).

Certes, un travail énorme a été abattu entre ces deux pôles, la décennie 1970 et le renouveau qui s'amorce¹⁹. Je veux signaler ici la concordance temporelle entre la diffusion des recherches auprès d'un public élargi, et les grands sujets de préoccupation du moment, à savoir les modalités du vivre ensemble et l'écologie. Ces concordances ne sauraient être fortuites, l'habitat traditionnel se révélant à travers elles comme une ressource, au moins pour la fabrication des imaginaires.

« C'est cela que je dois transmettre à mes enfants ? De la boue ? »

Ainsi nous parle un agriculteur alsacien, devant le pignon en torchis de sa maison, imbibé d'eau par les pluies battantes. Comment lui reprocher d'espérer transmettre autre chose à ses enfants ?

N'étant pas d'origine paysanne, ni même rurale, il nous était sans doute aisé de créer une association, « Maisons paysannes d'Alsace », qui a traversé quasiment trois décennies, de 1972 à 2000. Les titres de ses publications sont révélateurs de la suspicion entourant le terme de paysan pendant toute cette période. La première publication de 1972 se réfère à l'« habitat paysan »²⁰. Dès la seconde publication, un repli s'opère sur la position « habitat rural »²¹,

¹⁵ Amos RAPOPORT, « Pour une Anthropologie de la Maison ». Ed. Dunod, Paris, 1972.

¹⁶ Pascal DIBIE, « Ethnologie de la chambre à coucher ». Ed. Métailié, Paris, 2000.

¹⁷ Thierry PAQUOT, « Le toit, seuil du Cosmos ». Ed. Alternatives, Paris 2003.

¹⁸ Notamment : John BRINCKERHOFF JACKSON, « A la découverte du paysage vernaculaire », New Haven et Londres 1984, traduction française Ed. Actes sud/Ensp, Arles 2003 et du même : « De la nécessité des ruines et autres sujets », Amherst (USA) 1980, traduction française Ed. du Linteau, Paris, 2005.

¹⁹ Sous réserve d'inventaire, la part de l'archéologie a été importante pour redonner une dimension anthropologique effective au thème, puisqu'elle vient poser des questions telles que les conditions de l'invention technique, le transfert de technologies, la diffusion des modèles. Cf. notamment Patrice BECK (dir.) « L'innovation technique au Moyen Age », Ed. Errance, Paris 1998 et : Yves ESQUIEU et Jean-Marie PESEZ (dir.), « Cent maisons médiévales en France (du XIIIe au milieu du XVIe siècle), un corpus et une esquisse », Ed. CNRS, Paris 1998

²⁰ « L'habitat paysan à Gommersdorf », Les cahiers de « Maisons paysannes de France », Publications de l'association « Maisons paysannes d'Alsace », n°1, 1972

devenue à son tour intenable : en 1978 la revue se dénommera « Espace alsacien », se dédouanant ainsi d'éventuels procès en nostalgisme. Aujourd'hui, nous en revenons à notre perception première : la maison paysanne est un fragment d'espace, au sens donné par Henri Lefebvre²², détaché de la « société paysanne » telle que définie par Henri Mendras²³ : un corps autonome dans la société englobante, en relative autarcie de subsistance, liée par des rapports internes d'auto-reconnaissance conférant une importance structurelle au groupe domestique. La maison est de fait une production culturelle de cette société, qui interroge les conditions propres de cette production et sa qualification par la société englobante et à présent submergeante.

Que faire alors de la notion de vernaculaire ? Si la maison est le produit et l'image cohérente d'une élaboration culturelle, le vernaculaire en serait l'écriture et la langue, ce qui nous rapproche des premiers usages de ce terme, qualifiant plutôt le langage local. Par convention aussi, la maison paysanne est une catégorie de l'art vernaculaire, dont la vitalité permet de conférer à nouveau une expression sociable à la maison, lorsque son premier niveau de lecture ne fonctionne plus, en conséquence d'une altération générale des codes anciens. A cet égard, la confiscation patrimoniale, sur laquelle je m'expliquerai plus loin, conduit à un appauvrissement des signes de la maison. La scénographie des nains de jardin et des roues de charrette vient alors apporter des substituts, lesquels révèlent d'étonnantes permanences culturelles dans le rapport de l'espace domestique à l'espace public.

Concernant la maison paysanne, la diffusion limitée des recherches en sciences humaines au cours des décennies 1980 et 1990 a pour corollaire la focalisation des sciences sociales sur la construction et le sens de la notion de patrimoine, grâce notamment à Isac Chiva²⁴ qui pose cette notion en concept, élément de la démarche ethnologique. Relevons d'emblée que dans la même période, alors que les initiatives se multipliaient sur tous les terrains de l'héritage historique, la maison, le village, le paysage ont été, opérativement parlant, pareillement en veille. Non pas que rien n'ait été fait, loin s'en faut, mais ce qui fut entrepris est sans rapport avec l'étendue du patrimoine considéré ici. Si l'on distingue quelques causes du retrait des scientifiques, pourquoi cette faiblesse apparemment symétrique des initiatives publiques, associatives et privées ? Pour en saisir quelques unes des raisons, il faut là aussi opérer un retour dans les décennies 1960 et 1970.

²¹ « Exposition habitat rural en Alsace », Publications de l'association « Maisons paysannes d'Alsace », n°2, 1972, suivi de « Recherches sur l'habitat rural en Alsace I », Chantiers de sauvegarde et centre d'études de l'habitat rural alsacien », Publications de l'association « Maisons paysannes d'Alsace » n°3, février 1973

²² Henri LEFEBVRE, « La production de l'espace », Ed. Anthropos, Paris, 1974

²³ Henri MENDRAS, « Les sociétés paysannes ». Ed. Gallimard, Paris, 1995,

²⁴ Les contributions majeures d'Isac CHIVA ne sauraient se résumer à cette mention lapidaire. Le parcours de l'« inventeur de la multidisciplinarité », aspirant à la coopération des ethnologues et des géographes, est retracé par Daniel FABRE, « L'ethnologie devant le monument historique », in « Domestiquer l'histoire, Ethnologie des monuments historiques », collection Ethnologie de la France, cahier 15, Mission du patrimoine ethnologique, Ed. Maison des sciences de l'homme, Paris, 2000. Cet article montre bien l'influence de Chiva en faveur de prolongements opérationnels à donner à l'« histoire totale » de Fernand Braudel, dans le sillage de l'histoire quantitative des Annales. Les « *realia* », définies par André Chastel, sont alors les réalités matérielles permettant de suivre au plus modeste niveau l'évolution des sociétés, restituant une « totalité synchronique ». Totalité synchronique, tel est bien l'enjeu de la recherche et de l'action dans le domaine qui nous intéresse ici.

On a suffisamment dit, redit et démontré que le patrimoine est une construction sociale et politique, mais on a semble-t-il prêté peu d'attention à ce que deux chantiers historiquement distincts y ont conduit. La construction sociale s'est faite autour de différents mouvements associatifs qui dans l'Après guerre jusqu'à la fin de la décennie 1960 ont participé à l'effort de reconstruction nationale, apportant l'appoint de moyens privés, notamment le travail de volontaires, à la restauration de monuments historiques. Le civisme, substitué à un patriotisme devenu suspect autant pour les jeunes que pour leur encadrement associatif, est alors invoqué dans ce qui est pédagogie des mouvements de jeunesse –apprendre à vivre ensemble, s'impliquer en groupe au service de l'intérêt général- et reconnaissance et partage de ce qui, au niveau local, fait l'unité de la nation : une histoire locale, celle du couvent, de l'église ou du château, qui renvoie à une histoire de France enseignée. Ces chantiers des biens culturels nationaux étaient d'une certaine manière la déclinaison jeune et apprenante de la communauté d'intérêts et de pensée des grandes associations, patrimoniales avant la lettre, la Demeure Historique, les Vieilles maisons françaises, puis Maisons paysannes de France, pour citer les plus significatives.

Au début des années 1970, la distance a été instaurée avec le monument historique, et ce sont les signifiants locaux d'abord du bâti, puis des activités qui y étaient rattachées qui viennent primer, dans une hiérarchisation assez logique des priorités de sauvetage. Des initiatives sont alors prises en faveur de toutes sortes de biens, attachés essentiellement à des activités, et plus largement à des sociétés locales en cours de transformation, voire disparues dans leur dimension productive. Notre objet, le patrimoine vernaculaire, est alors au centre de l'actualité : les représentations du village ouvrent sur l'imaginaire de petites communautés autogérées, en interaction avec les ressources oubliées du territoire. La lisibilité et la « naturalité » des matériaux et des techniques de construction et de restauration, la logique écologique des constructions répondant aux contraintes de terrain, de fonction et de climat, rencontrent dans l'écologie politique naissante un espace de reconnaissance.

Cette période ne peut être réduite à un élargissement des catégories de biens culturels, pour reprendre la terminologie de ce temps, dans l'élan de ce que nombre d'auteurs ont assimilé un peu rapidement à une fragmentation du sens national et un excès de substance identitaire localiste²⁵. Il s'agit bien d'un changement radical de sens de ce type d'objets, opéré par une

²⁵ Selon Christian BROMBERGER « La France moderne s'est largement construite contre les peuples –au sens germanique ou stalinien du terme-, contre les particularismes qui fondaient alors l'idée de nation. Ce paradigme (...) a eu des effets de défense des sites et du patrimoine (...) tendances localistes et affirmations identitaires (qui) se renforcent, se diversifient et s'infléchissent dans la décennie 1980 (...) Ces aspirations diverses, cette fragmentation sociale, ce souci de témoigner de sa spécificité et d' « agir localement » se sont traduits par un pullulement d'initiatives ethnographiques (...). Après avoir noté l'effet positif de ce « pullulement » pour l'ethnologie, Christian Bromberger constate : « Parallèlement ce brouillamini d'initiatives contribue à dissoudre les repères méthodologiques et théoriques de l'ethnologie, à focaliser l'attention sur des objets bien spécifiques et, partant, à en négliger d'autres, tout aussi cruciaux pour la compréhension de nos sociétés, à conférer un excès de substance à la notion même d'identité qui servait de gonfalon à la plupart des ces entreprises ». Cette position est parue dans : BROMBERGER Christian, « Ethnologie, patrimoine, identité. Y a-t-il une spécificité de la

nouvelle génération qui les soustrait voire les arrache aux milieux traditionnistes d'experts de la restauration, de sociétés savantes ou conservatrices. Cette nouvelle génération est essentiellement urbaine et lit plutôt « La Gueule Ouverte » que Maurice Barrès. Elle s'intéresse avant tout à la vie nouvelle qui peut prendre place dans des formes anciennes, dans la mesure où celles-ci sont perçues comme des quintessences territoriales et mémorielles, adaptables mieux que toutes autres aux besoins présents, belles et transmissives d'expérience utile à qui voulait penser autarcie énergétique et alimentaire.

Ce mouvement s'appuie sur de nombreux laboratoires et lieux de démonstrations, et n'a rien d'identitaire, au sens qu'il aspirerait à un fixisme des caractères culturels locaux hérités. Dans le domaine du bâti, ces derniers sont interrogés, étudiés, et mis au service du présent dès lors que leurs performances s'avèrent techniquement mesurables. On rapportera à cette mouvance d'autres entreprises de même nature, dans d'autres contextes, qui exercèrent sur elle une forte influence. L'architecte égyptien Hassan Fathy²⁶ observera les pratiques artisanales traditionnelles des maçons et les modes d'habitat de populations qu'il est chargé par le gouvernement de reloger dans une ville nouvelle. Il fera de cette expérience un projet technique et politique pour le tiers monde qui, partant de la nécessité d'une réponse culturelle –et économiquement pertinente–, à la question du logement, prend en compte d'autres nécessités fondamentales telles que la santé et l'alimentation en eau potable. Symétriquement, l'architecte hongrois Makovecz²⁷ crée, après la révolution de 1954, une école d'architecture, aussi clandestine que subversive, au plus profond d'une forêt. Des générations d'étudiants y apprennent à créer des établissements humains, à partir des seules ressources offertes par le milieu et les imaginaires : observation de la nature, récits légendaires et historiques, souvenirs des formes anciennes d'architecture vernaculaire déniées par le modèle stalinien.

A cette mouvance *radicale*, qui est celle de l'entrée en scène de ma génération sous l'indirecte influence de la « pratique » dans un sens marxiste très atténué, on peut opposer le mouvement *intégrationniste* dont la mouvance radicale fait le lit, en ce qu'il propose des solutions raisonnables qui ne remettent pas en cause le modèle social dominant. Il s'agira d'intégration au paysage, préalablement posé en œuvre d'art incomprise par ses auteurs eux-mêmes, les paysans. Aussi le tableau pointilliste qu'ils ont laissé apparaissait susceptible d'admettre de nouvelles petites touches, sous la réserve de respecter la gamme chromatique et les équilibres de construction de l'œuvre. C'est le début, avec de bons sentiments qui ont eu, aussi, leurs effets positifs, de plusieurs leurres :

situation française? » in Daniel FABRE (éd.), *L'Europe Entre Cultures et Nations*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1996, pp. 9-23, est une constante de l'auteur, car on la retrouve quasiment au mot près dans : BROMBERGER Christian, « D'un musée... l'autre. Réflexions d'un organisateur participant » in *Etnografica*, novembre de 2007. 11(2), 407-420, <http://www.scielo.oces.mctes>

²⁶ Hassan FATHY, « Construire avec le peuple ». Ed. Sindbad 1970, rééd. Actes sud, Arles 1996.

²⁷ Marc GRODWOHL, « L'école itinérante d'architecture organique hongroise », in *Expériences constructives*. Ed. Association de l'écomusée d'Alsace, Ungersheim, 2005.

- La proclamation de l'authenticité intrinsèque d'une architecture paysanne immuable, ce qui supposait faire fi de ses changements physiologiques parfois très récents et parfois conséquents de son obsolescence, par exemple la révélation des matériaux crus par défaut d'entretien des enduits.
- Des critères purement descriptifs et extérieurs détermineront couleurs, gabarits des ouvertures etc., revisités par l'administration des bâtiments de France, le monument idéal ainsi construit étant cycliquement catapulté du champ administratif de la culture pour se fracasser dans celui de l'environnement, et réciproquement : allers-retours que réinventent aujourd'hui nombre de collectivités territoriales.
- On a accredité l'idée selon laquelle, si la sorte de sens esthétique *inné* (!) présidant à composition du tableau est perdue, l'homme de l'art détient néanmoins des techniques réparatrices, substituant la raison à l' « instinct du bon sauvage ».
- Ce sera, au milieu de débats plus ou moins passionnés sur le paysage, et dans le sillage d'émissions heureusement populaires comme « Chefs d'oeuvre en péril » (1962 à 1975) et plus tard « La France défigurée » (1975), la naissance de nouvelles disciplines comme la sitologie²⁸, ou art de construire en respectant les lignes de force des paysages
- En 1977, la création des conseils d'architecture d'urbanisme et d'environnement, sur une maquette éprouvée par l'assistance conseil des Parcs naturels régionaux, viendra rapprocher l'homme de l'art et le constructeur ignorant, en amont du projet de ce dernier. La démarche se veut de proximité, essayant d'obtenir par la négociation au cas par cas des résultats qualitatifs que la réglementation ne parvient pas à atteindre.

La doctrine intégrationniste s'est à ce moment détachée de sa référence à un paysage dont la logique et la rapidité de transformation échappait à ses tenants, et s'est reformulée en exigence de qualité architecturale de la production d'architecture domestique contemporaine. Cette dernière serait induite, supposait-on, par l'exemplarité des aménagements des espaces publics. C'est le début de la scénographie des ronds-points routiers, étrange repli de tous les fantasmes paysagers.

Dans le même temps, le mouvement écologiste a temporairement baissé la garde sur les questions d'architecture paysanne et de transformation des villages, centrant ses actions sur des causes majeures aux échelles nationale et mondiale. Les empilements de pierres sèches sur le Plateau du Larzac sont loin...

²⁸ FAYE TOURNAIRE, « Sites et sitologie », Ed. Pauvert, Paris, 1974.

Ce bilan auquel bien des compléments et des nuances devraient être apportés révèle que la compétence sur la maison paysanne a échappé aux professionnels et amateurs les plus compétents pour travailler depuis l'intérieur de l'objet : les questions de l'habiter, de la représentation sociale et individuelle, la prise en compte des nouveaux rapports d'affect et d'usage au territoire ont été certes examinées, revendiquées, mais sans parvenir à infléchir les politiques publiques²⁹. Celles-ci ont préféré s'appuyer sur les architectes, les urbanistes, les architectes paysagistes et il en est assurément de fort brillants, mais qui n'en demandaient peut-être pas tant. La figure imposée à ces professionnels de l'aménagement de l'espace est si normée, si fragmentaire, que la politique de patrimoine rural s'en est trouvée réduite à un strict façadisme, manière de dépossession des gens du bien qui leur est le plus cher. C'est là qu'entrent en scène les nains de jardins auxquels je faisais allusion précédemment.

Une génération de faits, à l'épreuve des intentions

A quel titre nous autorisons-nous des constats qui pourraient paraître abrupts ? Notre pratique de la maison paysanne, en Alsace, s'est appuyée dans un premier temps sur une formation d'archéologue médiéviste ; celle-ci conduisait assez naturellement, si je puis dire, à l'ethnologie des systèmes techniques ; la recherche des liens entre les structures enfouies et l'au-dessus du sol ne pouvait que conduire à la maison paysanne, terrain quasiment inexploré dans cette région. En parallèle, s'est instauré un rapport d'ordre militant –osons le mot– avec cette production architecturale, que nous étions soucieux de réhabiliter selon deux canaux fort distincts. Celui de l'urgence de la collecte des informations, qui nous coulaient entre les mains en raison de la cadence des démolitions, avec en ligne de mire un nécessaire projet scientifique, conservatoire et muséal. Le second canal est l'action sur un objet emblématique des changements sociétaux en cours, support d'un débat sur les marges de manœuvre de la société locale quant au choix, ou à l'élaboration, de son modèle de développement. Ce débat n'était possible qu'en pensant le changement d'usage de ces bâtiments, et à cet égard en quittant le point de vue de l'ethnoarchéologue pour endosser celui d'urbaniste à la brouette. Nous entendons par cela l'immerger dans le chantier au sens le plus physique, le bousculement non moins physique des repères et l'observation d'un œil la bétonnière (à torchis) et de l'autre les changements de comportements des acteurs locaux.

Deux paysages opposés se présentaient à nous, expression spatiale de cette forme de schizophrénie culturelle que l'histoire a imposé à plusieurs générations d'habitants de cette

²⁹ Cela en dépit des efforts d'Isac Chiva (*cf supra*), inventeur du « patrimoine ethnologique » dès 1979, et artisan de sa prise en compte par l'administration de la culture dès l'« Année du patrimoine » (1980) qui voit la création d'une direction du patrimoine, au sein de laquelle Isac Chiva animera la « Mission du patrimoine ethnologique ». Il espère que la proximité du patrimoine ethnologique ainsi intégré au patrimoine administré fera évoluer, « de l'intérieur », les politiques de protection qui selon lui peuvent être méthodologiquement fondées par une connaissance ethnologique préalable. Celle-ci, en identifiant des typologies complexes, morphologiques, écologiques, fonctionnelles et sociales, donne légitimité à un échantillonnage raisonné des ensembles à protéger. Arguments peu, voire pas écoutés, repris ultérieurement dans : Isac CHIVA (et.al.), « Une politique pour le patrimoine culturel rural. Rapport présenté au Ministère de la culture et de la francophonie. Ed. La documentation Française, Paris 1994.

région. Là où un angélisme autosatisfait proclame les vertus d'une riche double appartenance culturelle, se vivent au quotidien, déchirements et humiliations. Cela n'apparaît pas dans le paysage des villes, avec leurs secteurs sauvegardés, ni dans l'essaimage de leurs codes, de leurs manies et de leurs succès, dans les villages viticoles, sous le contrôle d'une administration garante du maintien et de l'amélioration pittoresque du fonds de commerce touristique : peut-être 20% de l'espace régional. Les autres 80% sont, comment le dire autrement, une campagne, encore sous le choc d'un enchaînement de drames, en premier lieu la question linguistique qui rejette la majorité rurale dialectophone au mieux à l'extérieur de la communauté nationale, au pire de l'autre côté de la frontière franco-allemande. Et, ici comme ailleurs, la dépopulation rurale est continue depuis la fin du XIX^e siècle, et le traumatisme du remembrement a déstructuré le réseau de solidarités et de reconnaissances locales. En ce début de la décennie 1970, les gens n'en peuvent plus, et tous veulent réussir une modernisation agricole, une transformation du visage des villages, qui viennent à bout de ce vieux monde bloquant l'accès à l'intégration nationale.

Cette rupture implique l'éradication des contre-valeurs, au premier chef le dialecte, et derrière lui les archaïsmes et particularismes de l'habitat. Habitat chancelant, habitats de la « mort belle ». Les villages sont parsemés de ruines, réserves poétiques de biodiversité dans les terroirs balayés par la monoculture. Déjà, les premiers lotissements, colonies des heureux émigrants de la ville, les entourent, proposant le catalogue des formes intégrantes à la modernité. Pour le petit groupe³⁰ qui formait le noyau de l'association « Maisons paysannes d'Alsace », l'action ne pouvait se dérouler que sur un terrain culturel, et devait s'y cantonner pour être efficace. Cela impliquait que dans nos relations avec la société locale³¹, l'association parvienne à ériger la maison paysanne en objet autonome, détaché du pathos identitaire, complexe, douloureux, conflictuel, encombré de secrets.

Groupe allogène, donnant par sa seule présence une conscience d'elle-même à la société locale –parce qu'elle existait ainsi au monde, nous a dit un agriculteur–, l'association a fait de plusieurs maisons d'un même village un chantier permanent. Le noyau initial de quelques enthousiastes s'élargit très vite en chantiers internationaux. Plusieurs bâtiments furent ainsi sauvés avec les moyens du bord, réaffectés à de nouveaux usages : « quartier général » des opérations, une sorte d'écomusée qui ne portait pas son nom, bistrot du village, gîtes ruraux. Dès le premier jour, l'association fit venir des « touristes », par nécessité de ne pas s'enfermer dans une relation binaire société locale/groupe allogène. Ce qui était donné à voir aux tiers était une action dans le village, et non le village comme entité pittoresque. Ce regard des visiteurs extérieurs posait la transformation en cours en tant que coproduction des deux groupes en présence.

De ce premier village, l'association a essaimé vers d'autres communes, en enrichissant progressivement la gamme des outils d'intervention, d'animation et de recherche. Confrontés

³⁰ Nous nommerons ce groupe « allogène », groupe n'impliquant pas l'homogénéité, pas même aux yeux du village.

³¹ Une société locale qui est définie ici essentiellement comme face à face, abstrait, des travaux de l'association, les postures étant variables suivant les personnes. Néanmoins la société locale stricto sensu se manifeste par une limite donnée par l'un ou l'autre à son opposition, la transgresser aurait engagé et déjugé « le village ».

à la rapidité des démolitions et à leur caractère inéluctable, les groupes bénévoles ont aussi démonté des bâtiments entiers, remettant à plus tard leur reconstruction dans un projet pour partie muséal, pour partie base expérimentale permanente.

Il a fallu qu'une décennie s'écoule pour que cette base se constitue, à partir de 1980, sur un terrain vierge : les reconstructions des maisons démontées auparavant débouchèrent sur l'ouverture au public en 1984 d'un endroit, baptisé à la hâte écomusée d'Alsace, qui connut aussitôt un énorme succès régional puis extrarégional.

Sous l'influence du milieu, dans le bassin industriel des mines de potasse alors en pleine activité, par adhésion idéologique au principe des écomusées, le projet s'est conformé au modèle théorique de ces derniers jusqu'à en devenir une de ses peu nombreuses applications d'une dimension conséquente et ayant duré. A vrai dire, l'association n'avait pas d'autre choix que de se placer dans une dynamique écomuséale, priorisant les transformations sociétales et reconnaissant la diversité des appartenances identitaires. Si le projet en était resté sur un honnête, et bien suffisant à notre peine, laboratoire de l'anthropologie de la maison, il n'aurait pas manqué d'être ingéré par les pouvoirs locaux et régurgité en une imagerie folklorico-touristique. Cette ingestion est finalement intervenue en 2006, mais la forme écomuséale a duré 22 ans, ce n'est pas si mal.

Notre option en faveur de la diversité culturelle, nous a conduit à la muséographie, aux côtés de l'ethnographie rurale, de la fête foraine, de l'industrie, des mines et de bien d'autres thèmes. Pour autant, notre lieu a été jusqu'à sa fin perçu et approprié par la population régionale comme un village de maisons paysannes : là était vraiment l'attente sociale, là était vraiment l'objet identifiant à travers lequel tous les habitants de la région se reconnaissaient, qu'ils fussent de souche locale ou nouvellement installés. Et lorsque la crise politique majeure et terminale de l'aventure conduisit à supprimer les développements ne relevant pas explicitement du patrimoine de la société paysanne, cela ne suscita pas l'émotion que l'on aurait pu attendre. Avec beaucoup de réserve et de prudence, on pourrait discerner dans ces événements une hiérarchisation constante des patrimoines par la population elle-même, loin des doctrines publiques, et des scrupules et réticences du musée à placer les cultures sur des plans différents. Un doute sérieux peut à présent être énoncé sur la permanence du caractère funèbre et sacré de l'écomuséographie, présenté souvent comme un rituel de deuil. Aussi les tombeaux de l'industrie défunte sont-ils, peut-être, trop près de notre temps pour constituer ressource, et bien trop loin culturellement. La longue durée agricole apparaîtrait ainsi encore plus longue morte que vivante...néanmoins il reste difficile de faire la part des choses, en ce qui relèverait des représentations archétypales et des politiques publiques qui ont soumis le secteur des écomusées et musées de société au régime de la douche écossaise.

Si l'inscription mentale de nos contemporains dans la longue durée était aussi fondamentale que nous croyons avoir pu l'observer, si elle a traversé ainsi la rupture que représente l'extinction des derniers acteurs de la paysannerie de l'ancien monde, comment s'expliquerait alors l'incroyable sous-équipement français en ces lieux conservatoires et pédagogiques, que

sont les musées de plein air, si nombreux à l'étranger ? En introduction nous avons brièvement exposé comment la maison paysanne a été renvoyée d'une discipline à l'autre, avec de longues périodes d'occultation comme si le sujet était cycliquement honteux.

Les tribulations du Musée national des arts et traditions populaires, conçu sous le Front populaire, né 35 ans plus tard et récemment escamoté lors du grand jeu des chaises musicales des musées d'ethnologie de la capitale, suggèrent une obstruction propre aux élites françaises. Dès 1937, le fondateur du Musée national des arts et traditions populaires, Georges-Henri Rivière, souhaite donner corps au vœu des géographes, au premier chef Demangeon, de voir se créer des musées régionaux d'architecture rurale³². Rivière ne parviendra à créer qu'un seul musée de plein air d'envergure comparable aux réalisations étrangères en 1972, dans le parc régional des Landes de Gascogne, en s'insinuant habilement dans le processus de développement régional initié par l'Etat en Aquitaine. Pour autant, il n'en a pas moins été conduit à renommer son enfant « écomusée ». Le glissement sémantique du musée de plein air vers l'écomusée, le déplacement d'un objet conservatoire et pédagogique peu théorisé vers une sorte de forteresse doctrinale est révélateur de la « ringardisation » des travaux sur la société paysanne au regard d'une bonne partie de l'ethnologie française. Les administrations en charge du patrimoine bâti n'ont pas été en reste, campant sur le dogme de la perte de substance de l'objet construit dès lors qu'il serait extrait de son contexte historique, et sur la criminalisation du transfert de bâtiments s'opérant au détriment de leur conservation in situ. Tous arguments repris par l'administration centrale en charge des musées, qui n'accepte le principe du musée de plein air qu'après 1981, sous réserve qu'il endosse le costume de l'écomusée, garant de dérives fixistes ou folkloriques.

Pourtant entre 1972 et aujourd'hui, ce sont moins de 150 maisons qui ont été transférées et ainsi conservées et placées dans le circuit de la diffusion des connaissances par médiation muséale. Ce chiffre ridiculement faible, quand on sait que l'écomusée d'Alsace représente à lui seul la moitié des objets, est à rapprocher des, à minima, 500 000 bâtiments ruraux qui ont disparu dans la même période sans autre forme de procès.

Aujourd'hui la France ne compte que 4 musées de maisons : Marquèze, déjà cité, dans le Parc régional des Landes de Gascogne (1972)³³, l'écomusée d'Alsace (1984), le musée des

³² GRUNER SCHLUMBERGER Anne (et al.), « La muséologie selon Georges-Henri Rivière », Ed. Bordas, Paris, 1989.

³³ Date généralement citée, bien que Rivière inaugure le musée de plein air en 1969.

maisons comtoises à Nancray en Franche-Comté (1988)³⁴, le musée de plein air de Lille-Métropole (2007)³⁵

Aucun ne se porte bien, leur survie ne tenant qu'à des arguments touristiques, développés par les tutelles financières en raison de leur succès même auprès du public. Aucun ne s'est très bien porté dans le passé non plus, dans le sens où leur vocation scientifique n'a jamais été pleinement soutenue ni même reconnue, et le manque de publications émanant des musées de plein air français, y compris celui que l'auteur a fondé et dirigé, est sidérant.

La maison paysanne, un sémiophore ?

Deux étapes principales paraissent se dégager à travers le processus trentenaire que nous venons de relater, aboutissant à deux configurations patrimoniales (et muséales) apparemment opposées, quoiqu'elles interagissent de manière mécanique pourrait-on dire en termes de modèles et contre modèles. Cette réduction à un conflit de classe, voire à un simple conflit d'usage du paysage, ne saurait nous satisfaire. Il nous semble, mais ce n'est aujourd'hui qu'une intuition, que les modes d'intervention sur ces maisons mettent à jour ou dissimulent selon le cas l'invisible, autrement dit et avec prudence, des rapports magico-sacrés à la nature dont la maison paysanne est, tout en ne devant pas l'être, un médiateur.

Dans la première étape³⁶, la maison paysanne représente des contre-valeurs : statut de paysan ou assimilé, inconfort dû au report de décisions d'entretien ou de mises aux normes de confort, problèmes de cohabitation intergénérationnelle, décalage chez les agriculteurs entre la vétusté du logement et la performance des équipements (immobilier et machines). Les choix sont binaires : c'est le statu quo, ou l'alignement du logement sur les modèles proposés

³⁴ Œuvre de l'Abbé Jean GARNERET qui commence à publier en 1968 et conçoit probablement l'idée d'un musée de plein air dès cette période. Il ne sera mis en chantier qu'en 1983 et sans doute l'ouverture proche de l'écomusée d'Alsace, dans la région voisine, n'est-il pas étranger à l'engagement de la réalisation. Sur le sens de l'engagement « politique » de Jean Garneret à travers les mutations économiques et sociales de la paysannerie, cf. l'intéressant article de Gilles JEANNOT, « Tisser des liens patrimoniaux, Entrepreneurs culturels et attachement pour la maison rurale en Franche-Comté », Genèses, n°11, 1993.

³⁵ Musée, comme ceux d'Alsace et de Franche-Comté, d'initiative associative : vingt ans furent nécessaires pour passer de la volonté à l'ouverture du musée au public.

³⁶ Selon nous, cette première étape regroupe les quatre distinctement repérées par François HUGUES, se déroulant dans un processus itératif : 1) la construction patrimoniale, dès lors que les objets sont sélectionnés (par qui ?) à la lumière des potentialités qu'ils recèlent. 2) la justification, l'objet (re)contextualisé évoluant sous l'effet des échanges et de la confrontation des représentations 3) la conservation 4) la mise en exposition, présentant le bien au public et lui offrant une reconnaissance sociale. C'est à ce moment qu'une connexion est faite avec le tourisme. FRANCOIS Hugues, « Pour une définition économique de la notion de patrimoine », communication au XLI e colloque de ASRDLF, « Villes et territoires face aux défis de la mondialisation », Dijon 5, 6 et 7 septembre 2005. Notons que dans le cas alsacien, la « mise en exposition » se fait en trois temps : la mise en scène par le chantier, puis l'appropriation locale de biens in situ, et seulement 13 ans plus tard l'exposition sous forme muséale. A noter que la forme muséale restitue l'état des maisons et des villages avant que l'association « Maisons paysannes d'Alsace » n'y intervienne...

par le lotissement, résolvant la question de l'image, du confort, et de la rapidité du passage symbolique de l'ancien au nouveau système.

L'ouverture à d'autres choix n'est possible qu'à travers l'intervention d'un groupe allogène, aux intentions clairement non lucratives, et dont les membres ne font pas le projet de s'implanter durablement et de déstabiliser ainsi les rapports de pouvoir locaux, voire d'aspirer à une prise de pouvoir. La communication se construit lorsque le groupe se conforme aux codes locaux, la valeur essentielle étant l'effort. Le milieu d'accueil s'est révélé très tolérant face aux errements techniques du groupe dans ses premiers apprentissages. La confiance a été acquise au regard de la quantité de travail abattue, et secondairement seulement à celui de la qualité des résultats obtenus. S'il n'avait pas souscrit à cette échelle de valeurs, le groupe allogène eût été *ipso facto* assimilé à la nuée des intervenants s'arrogeant le droit à décider pour la société locale de ce qui est bien pour elle.

La relation entre le groupe local et le groupe allogène était par essence conflictuelle, car elle venait perturber un processus de mise en image de la modernité et d'intégration du village à la société englobante. La mise en tourisme culturel, attirant des individualités extérieures aux relations entre le groupe local et groupe allogène, permettait à ce dernier de se placer sous le regard et d'une certaine façon la légitimation de tiers. Elle a instauré une reconnaissance directe du village et du groupe local, pour ce qu'ils étaient en eux-mêmes. Elle reconnut au village le mérite d'avoir laissé opérer un groupe allogène et « typé » et le conforta ainsi sinon dans son adhésion, du moins dans sa tolérance.

La durée est apparue comme un facteur clef de succès. Cinq ans furent nécessaires pour que le groupe allogène aboutisse à un résultat mesurable, c'est-à-dire d'avoir pu transformer des ruines en bâtiments actifs. Le groupe allogène, au terme de ce processus, dut s'effacer : il n'apportait plus rien au groupe local.

On notera que les maisons restaurées acquièrent un statut spécifique. Bien que propriétés privées dans la plupart des cas, elles devinrent un bien immatériel dont tout le village assura la garde ; cela s'exprime trente-cinq ans plus tard par la transmission de récits légendaires de la refondation du village, les lieux autrefois ressuscités par le groupe allogène devenant les mémoriaux d'une aventure singulière.

La deuxième étape est celle, dans un espace plus vaste que le village laboratoire, de la réappropriation de la maison paysanne par ceux qui la détiennent principalement par transmission familiale. La maison paysanne ne représente plus, à ce stade, une contre-valeur d'usage et de représentation ; elle peut même être un motif de fierté, sous la réserve de ne pas faire à nouveau différenciation sociale négative. Les travaux viseront à préserver voire mettre en relief des éléments susceptibles de générer une plus value d'image, tels que poutres apparentes ou pierres taillées. Pour le reste, c'est-à-dire l'essentiel, la maison sera mise aux normes du lotissement : correction du gabarit des ouvertures, volets roulants, modification des pentes de toiture, et tous autres emprunts dont le rapport de la maison à l'espace public n'est

pas le plus insignifiant. Simultanément à la « *lotissementisation* » du village, le lotissement s'« *empaysanne* » en empruntant aux maisons anciennes leurs colombages et leurs tuiles plates.

On assiste indéniablement à l'élaboration d'un mode opératoire vernaculaire, autrement dit d'une culture commune de la maison qui réinterroge une tradition locale révélée par des tiers, assimile des modèles exogènes, mixe ces éléments pour concilier au mieux les contraintes budgétaires, les formes et leur écho dans l'intimité des individus et dans leur espace de représentation sociale. Ce mode est vernaculaire, car fondé sur des connivences entre les donneurs d'ordre et les entreprises artisanales qui partagent des valeurs de durabilité des ouvrages, de suspicion à l'égard des techniques anciennes et apparemment une fermeture complète à toute forme de poésie. Les univers proposés sont en effet d'une remarquable sècheresse, issue de la systématisation d'un vocabulaire réduit. Lorsque la maison ancienne ne présente pas les caractères réputés essentiels, ou que son adaptation au nouveau langage s'avère trop compliquée et coûteuse, elle sera alors démolie sans hésitation. Cette nouvelle architecture vernaculaire, alignant le vieux et le neuf sur quelques références communes et limitées, éclôt au milieu de la décennie 1970. Plus d'une génération après, on sera bien en peine d'identifier une évolution, encore moins un nouveau modèle qui s'y serait substitué : le même répertoire fut et reste répété à l'infini, par le jeu des complicités tacites entre constructeurs et artisans. Pourtant, les politiques se sont succédées, maniant le bâton des protections réglementaires, l'angélisme des conseils et études paysagères, la carotte des incitations financières en faveur de « bonnes pratiques de la restauration ».

Dans ce paysage chaotique dans sa forme, homogène dans son mode de production, de nombreuses poches d'originalité existent toutefois. On constate que, sauf lorsqu'elles n'ont pas eu le temps pour elles, toutes les interventions de l'association il y a vingt, trente voire trente-cinq ans ont laissé une empreinte durable dans les villages qu'elles ont touchés. La rencontre inattendue du local et de l'allogène a instauré un rapport spécifique entre le bâti et ses habitants. La réhabilitation du bâti ancien, son extension, le cas échéant sa reconversion sont réfléchies en fonction des données objectives du terrain. Les communes sont plus attentives aux aménagements publics, et prennent elles-mêmes des initiatives d'incitation, de surveillance à travers les P.O.S. puis les P.L.U., voire réutilisent des bâtiments anciens pour y installer des locaux d'intérêt collectif. Tout se passe comme si la patrimonialisation en ces lieux, produit d'une confrontation laissant le dernier mot au groupe local, s'était révélée plus efficace en termes de résistance aux standards et, partant, d'invention de solutions originales.

D'autres poches sont le fait d'initiatives individuelles. On ne qualifiera pas leurs auteurs de néo-ruraux, ce qui n'a guère de sens dans une région précocement industrialisée, et tout aussi anciennement dotée d'un dense maillage urbain. Ce sont des amateurs de vieilles maisons, qui auront traqué des années durant une ruine à restaurer, et mèneront les travaux avec cette

combinaison de poésie et d'analyse scientifique qui était la marque de fabrique de notre association, tant dans ses restaurations in situ que dans les restitutions élaborées à grande échelle dans le cadre de l'écomusée d'Alsace. Ces maisons sont en petits groupes, se formant à partir d'un noyau qui contamine sa proximité immédiate et attire d'autres porteurs de projets. Loin de la « boboïsation » des centres villes historiques, on est ici en présence d'un processus de réélaboration du patrimoine sur un mode poétique, dans lequel chaque maison est un laboratoire d'innovations, notamment en matière d'énergies renouvelables. Souvent ce sont les mêmes artisans qui interviennent d'une maison à l'autre, et parmi eux plusieurs anciens bénévoles ou salariés de l'association. Il se forme ainsi un réseau d'habitants et de professionnels, dans lequel l'information technique circule facilement, une forme de collectif diffus perméable à l'information scientifique. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que le respect de logiques constructives autrefois à la portée d'artisans même moyennement doués, voire des habitants eux-mêmes, procède à présent d'un niveau supérieur de technicité.

Contrairement à la standardisation exposée précédemment, qui est invariable et continue sur une échelle de 35 ans, la pratique de restauration douce paraît s'inscrire dans des fenêtres temporelles. On en a vu une première vague fébrile entre 1980 et 1985 environ, puis une apathie d'une quinzaine d'années avant une nouvelle vague en cours. Ces vagues correspondent pour une large part à des renouvellements générationnels, puisqu'elles supposent que de l'immobilier ancien soit remis sur le marché et qu'émerge une nouvelle génération d'acquéreurs solvables. Le facteur émotionnel est prépondérant. La première vague émerge cinq à dix ans après la grande époque des activités de l'association « Maisons paysannes d'Alsace » dans les villages. La seconde vague suit avec le même décalage temporel la période de gloire de l'Ecomusée d'Alsace, dans sa phase centrée sur l'architecture paysanne. L'une et l'autre de ces phases ont impliqué à des titres très divers, mais toujours de manière directe, des enfants et des jeunes, pour lesquels la résurrection d'une vieille maison aura été précocement un choix de vie, avec toute l'excitation d'un défi créatif et personnel.

L'expérience alsacienne, ne valant que par sa longévité, permet ainsi d'identifier les prolongements des travaux pratiques d'une association, qui s'est affirmée dans l'espace public par sa capacité de réalisation, guidée par son intuition de devoir mettre sur un même plan, mais distinctement, les problématiques scientifiques et muséales et les problématiques de réutilisation, cette dernière questionnée dans son sens et dans ses modes opératoires. Les prolongements de ce chantier aujourd'hui clos sont des populations de maisons. On distingue bien, la population majoritaire, celle qui fusionne des signaux du vieux et du neuf, dans un régionalisme formel constant et d'ordre essentiellement vernaculaire, pour ne pas employer le terme trop connoté de populaire.

En îlots au sein de cette population qui se reproduit à l'infini, un réseau de micro-laboratoires. Empruntant à l'une et l'autre de ces populations, des entités communales dans lesquelles on perçoit qu'un dialogue entre la maison et l'espace public a été instauré : trois cultures de la

maison et de l'espace villageois, sur lesquelles politiques et réglementations, du reste contradictoires à quelques années de distance, n'ont guère eu de prise.

Le type dominant nous pose question. Son modèle n'est pas plus ou moins élitiste, « *luberonesque* » pour tout dire, se diffusant par imitation et contrainte administrative à justification paysagère. Ici semble à l'œuvre une multiplication du même modèle de synthèse, endogène. Pourtant, cette région disposait du plus grand musée de maisons de France, et parmi les plus importants d'Europe. La population y a participé, et s'y identifiait : un habitant de la région sur dix s'y rendait chaque année, c'est considérable. Les gens, loin d'y idéaliser une improbable identité, étaient conscients de visiter un atelier d'architecture poétique et d'urbanisme organique, et appréciaient l'évidence et le sérieux des démonstrations. Pourquoi alors tant d'invariabilité et de conformisme dans les transformations de l'ancien habitat paysan ?

Les entretiens que nous avons pu mener depuis notre départ du musée, opérant d'un point de vue différent, commencent à ouvrir quelques pistes. Nos interrogations ont porté sur l'effacement du charme, de la poésie, de l'innervation végétale, tout ce qui faisait de notre habitat rural des jardins philosophiques : chaque évènement sensoriel nous amenait à des va-et-vient entre la permanence rassurante de notre rapport, intime et organique, à la nature, et notre capacité à organiser nos productions dans un ordre... Cette perte paraît terrifiante en ce qu'elle indique la dissolution de l'idée même d'écomène, de notre statut essentiel de terriens. Lorsque nous entendons des personnes, souvent jeunes, parler des amputations pratiquées quotidiennement sur ces innervations de la pensée et du sentiment à travers le corps complexe du village, c'est une désespérance de perte de substance du monde qui s'exprime.

A posteriori, la forme poétique des récits multidimensionnels de l'écomusée s'avérait ainsi n'avoir pas relevé de l'artifice : les formes anciennes d'habitat que nous y présentions ne mobilisaient pas l'intérêt du seul fait de leur muséification sous bulle fictionnelle. Les gens y trouvaient la démonstration de la possibilité et de faisabilité d'une écriture poétique de leur propre espace de vie. Pourquoi, alors, si peu de transcriptions de l'essai muséal dans la sphère habitée ?

Je passe sur les banalités sur l'individualisme et l'extrême segmentation des responsabilités dans l'aménagement de l'espace. Ils m'apparaissent plus en tant qu'effets que causes.

Où résident, alors, les résistances aux transpositions ou adaptations de l'expérience ? Le musée de plein air repose sur une falsification, inhérente à son statut public ou assimilé, sa fonction pédagogique et son mode analytique. Chaque maison y appartient à tous. On peut faire le tour de chaque maison, elle n'a pas de face avant offerte à la vue et d'arrière interdit. Elle est ainsi bizarrement désanthropisée, montrant tout. De la même façon on circule

librement à l'intérieur. Au début de l'ouverture du musée au public, certaines pièces inachevées ou encombrées de matériel étaient fermées à clef. Les visiteurs, pourtant religieusement respectueux, venaient à bout des portes les plus solides. A l'évidence, les hôtes du musée ne voulaient pas qu'une seule parcelle d'invisible leur échappe.

Deux notions viennent s'entrecroiser ici, celle de la propriété et celle de l'invisibilité, osons le dire pour cet objet anthropomorphe qu'est la maison, le corps et l'âme. Une maison de musée, propriété collective, perd son statut de maison non parce qu'elle n'est pas habitée ou présente des conditions de confort dont plus personne ne voudrait, mais parce que les frontières de l'invisible y sont transgressées. Transposer la solution muséale dans le monde réel supposerait, implicitement, car tel n'était assurément pas le propos de notre musée, l'acceptation d'une forme de transparence symbolique de la sphère privée, une mise ou remise (?) en sociabilité de l'espace domestique. Cette idée est inacceptable. Des paroles que nous avons pu recueillir récemment, depuis un point de vue d'observateur et non plus d'acteur, il ressort très nettement que la maison est exclue du champ du patrimoine et relève de la seule compétence privée. Il ne s'exerce pas de contrôle social sur ses transformations, dans le sens d'une mise en débat de ce qu'elles impliquent sur la tonalité et le sens de l'espace public. La mise en œuvre quasi mécanique du standard apparaît ainsi comme mur garantissant l'opacité de l'espace domestique. De ce point de vue, et à titre d'exemple, la surcharge de travestissements chromatiques de la maison n'est sans doute pas, comme on le dit trop vite, l'indicateur d'un individualisme exacerbé ; la débauche de couleurs appartiendrait plutôt à l'univers des leurres et des camouflages. Si mon interprétation avait quelque justesse, les standards régionalistes ne seraient pas, du moins pas autant que cela a été martelé, des signaux pathétiques de crispation sur des identités refuge, mais bien les outils d'une stratégie de dissimulation.

La maison paysanne a par ailleurs un statut terriblement ambigu, sur lequel, sauf erreur, la littérature n'apporte guère d'éclairage direct. On ne fera que mentionner son rôle de marqueur du paysage, alors que perdant sa fonction productive elle n'a plus de relation organique avec le territoire. Après tout, on pourrait en dire autant d'une cathédrale gothique ou d'un théâtre romain. L'ambiguïté est ailleurs.

Les maisons paysannes n'ont évidemment plus aucune utilité pour la production agricole. Le problème se pose dans des termes de perte d'usage, plus que de transformation d'usage, et en ce sens la conversion d'une maison paysanne en logement pose d'autres questions que l'aménagement de bâtiments industriels en loft, car dans ce dernier exemple l'on agit dans les mêmes ordres de rationalité.

Habiter aujourd'hui une maison paysanne est insupportable. Nous ne cessons de nous y cogner à des dispositifs qui n'ont aucune utilité, et qui viennent nous médier avec une invisibilité dont nous n'avons que faire dans notre sphère domestique, instaurant une espèce

d'entre-deux. Ces *sémiophores*, objets et dans le cas présent dispositifs immobiliers tels que logettes à cochons et râteliers à vaches, sont bien pour reprendre la définition qu'en propose Krzysztof Pomian³⁷, rejetés de la sphère utilitaire pour entrer dans celle des représentants de l'invisible. Mais, prenant mon propre exemple dans la maison que j'habite, je ne suis pas intéressé de côtoyer des fantômes de vaches et de vachers. Mon voisin, lui, ne manque pas une occasion de s'infiltrer dans l'étable que je n'ai pas encore eu le temps de démolir, et il y séjourne longuement. Je sais avec quel monde il entre en relation, ce n'est pas le mien. Le même voisin démolit à grand'peine une superbe grange. Ma rue aura perdu tout intérêt lorsque ce bâtiment aura disparu. J'essaie de lui en parler. Je n'ai pas de souci à me faire, me dit-il, il construira des logements locatifs avec des colombages et même une tour centrale. Cet exemple nous montre combien, entre deux voisins qui finalement partagent un même rapport sensible au monde et à sa part d'invisibilité, il n'est pas facile de s'accorder sur la mutualisation des sentiments et leur traduction en amélioration de l'espace public. La reconnaissance de la valeur sémiophorique de la maison paysanne ne vaut pas acceptation de ses conséquences, à savoir entretenir le cadre de vie d'encombrants fantômes. L'échec des politiques publiques résulte d'une méconnaissance de ce facteur culturel. *A contrario*, le succès de l'écomusée se mesure à l'écart qu'il révèle entre ce que les gens imaginent et ce qu'ils désirent. Il me semble que nous disposons maintenant d'une antériorité, d'une profondeur du temps expérimental, d'un déblayage des chimères, qui permettrait à l'acteur, professionnel ou associatif, de la construction culturelle de l'architecture, de travailler sur ces écarts où réside la juste fréquence de communication.

« Les maisons sont comme les gens, si elles ne travaillent pas, elles meurent »

Tels sont les mots d'une amie, à 85 ans toujours énergique maîtresse d'une maison paysanne d'aujourd'hui.

Parmi les représentations possibles d'un travail sur la maison, et pour symboliser cette dernière, objet et terrain de l'action, j'ai choisi une forme organique. La maison serait un cœur échangeant des flux de valeurs et contre-valeurs dans une continuité quasi biologique, battant au rythme des affects.

Maisons paysanne siège des contre-valeurs pour la société locale : car elle est ce vêtement usagé qui fait considérer de haut ses habitants, ses propriétaires, ses voisins. Elle est le signal d'une altérité irréductible, car associée à un statut exclusif de la norme d'appartenance nationale, condition de la mise en société. Son absence de confort, son délabrement sont le douloureux rappel des privations pour rester à la terre. A quoi bon, car déjà cette terre a échappé des mains de ceux qui l'étreignaient. Pour la société locale, il ne pouvait y avoir de futur sans l'élimination de ces caches tant appréciées des revenants.

³⁷ Krzysztof POMIAN, « Collectionneurs, amateurs, curieux : Paris-Venise, XVIe – XVIIIe siècles » Paris, Gallimard, 1987.

Maison paysanne ressource, pour le groupe allogène des bénévoles de « Maisons paysannes d'Alsace », prétexte à mener une exploration collective d'une architecture ingénieuse, écologique avant la lettre, offerte à l'invention d'une vie nouvelle, subversive en ce qu'elle met en cause les catégories admises de l'art, et partant ses gardiens et leur allégeance aux pouvoirs dominants, réparatrice enfin des déchirures de la société locale en proposant à celle-ci un enjeu de construction différenciée par rapport au village voisin, par rapport aux forces qui commandent l'économie rurale. Pour le groupe allogène il ne pouvait y avoir d'autre futur envisageable que celui construit avec ces matériaux là.

Seul le terrain des affects, éclairé de regards croisés sur la peine et l'effort de l'autre, déployées en vue de finalités en apparence également pathétiques, a permis une transversalité faite d'empathie d'un groupe envers l'autre. Solidarité avec les luttes paysannes, quand bien même elles défendaient des options contraires à l'écologie : le terrain, ce peut être aussi choisir son camp. Respect de l'œuvre des ancêtres, réhabilitée par la gratuité, l'offrande des bénévoles allogènes. Reconnaissance à la société locale de sa tolérance à l'idée d'autrui et à la personne de l'Autre, et l'on peut imaginer que les écarts n'étaient pas neutres. C'est par cette transversalité, scandée aussi par ses crises et ses ruptures, que s'opéra une co-reconstruction symbolique de l'idée même de maison paysanne.

Sans cette co-reconstruction symbolique, la réaffectation des maisons paysannes à une valeur d'usage n'eût pas été envisageable. Et le look rebelle des jeunes étrangers, privés de tout soutien institutionnel, attestait que cette présence là n'était pas un de ces déguisements sous lequel l'Etat tisserait de nouvelles contraintes.

Après ce beau printemps, les deux groupes devront se séparer. Ils le feront avec pudeur et sagesse, chacun avait fait sa part de travail. La société locale sera prête à mettre les vieilles maisons en mouvement, beaucoup ont été réparées, restaurées dans le but de les transmettre plus tard aux enfants. Cinq ans auparavant c'était impensable. Cette appropriation échappe au champ symbolique premier, et se réalise dans un autre champ, celui de l'hybridation entre la valeur symbolique ici révélée, et la valeur du même ordre des maisons du lotissement. Le village trouvera ses modalités combinatoires propres et le résultat formel n'en est pas si mauvais que cela. Il y a aujourd'hui exactement le même nombre, d'ailleurs impressionnant de fermes en activité aujourd'hui qu'il y a trente-cinq ans. Un record. C'est aussi le village record en insignifiance des votes hostiles à l'immigration. J'ai le sentiment que ce sont des signaux de réussite de la transformation d'une vieille culture moribonde, appelée à souscrire à des modèles de consommation culturelle préfabriquée, en une culture vivante.

Cette transformation ne pouvait s'opérer qu'à la condition majeure de la dé-naturation de l'espace public du village. *Exit* les pommiers tordus où les vents d'orage font hurler les

esprits. Vivants et morts sont rentrés à la maison, comme ils le faisaient dans la *domus* du Montaillou d'Emmanuel Le Roy Ladurie.

Le groupe allogène partira de là avec une expérience humaine, de la notoriété, un capital de technicité. Sa quête sera celle d'un espace à re-naturer. La forme muséale sera la seule appropriée à l'accueil de cette entreprise.

Au terme de ce processus de dé-naturation dans une bulle, de re-naturation dans l'autre, qui réinscrit la maison dans l'univers du récit collectif, deux espaces publics sont offerts. On les a opposés à l'excès, en stigmatisant également et interchangeablement leur artificialité. Peut-être eût-il fallu déplacer la population des villages pour lui faire habiter le musée, et réciproquement faire du village vidé de ses habitants un musée, car telle apparaîtrait la proposition, si le temps nous était donné de nous livrer à l'exégèse de la littérature autorisée dédiée à la manipulation du concept de l'authentique.

Or Disneyland est autant à l'Ecomusée d'Alsace ou bien d'autres musées de plein air, que dans les villages surchargés de colombages rapportés et polychromies criardes. La force même de Disney est de nous faire voyager sans complexe d'un univers à l'autre. Entre le vrai village métamorphosé, habité physiquement, et le faux village ressuscité, habité par l'imaginaire, la différence n'est ni de forme ni de statut, mais de nature, parce qu'ils sont les récitants d'un discours à deux voix sur la nature de l'homme. Le « village métamorphosé » – pour reprendre le titre d'un ouvrage de Pascal Dibie au succès révélateur – a traqué et éliminé ses sémiophores, ses médiateurs avec l'invisible. Le « village ressuscité » les a recueillis et éclairés, les tuant en les exposant à la lumière.

Nous ne posons pas pour autant une thèse contraire à l'idée commune d'une patrimonialisation qui toucherait essentiellement des objets ayant perdu leur fonction d'usage, emblématiques d'une société disparue ou en cours de disparition, dont des acteurs s'empareraient dans une démarche où la naïveté de la pérennisation le disputerait à la sacralisation des identités locales³⁸. Nous cantonnant à notre expérience de la maison, il nous

³⁸ Dans leur étude fondamentale, Hervé GLEVAREC et Guy SAEZ, « Le patrimoine saisi par les associations », éd. La Documentation française, Paris, 2002, remettent efficacement en cause cette idée qui n'est pas innocente. Le patrimoine est « aussi une catégorie de la pratique des pouvoirs (qui) manifeste une représentation dominante de la culture, donc il serait naïf de parler d'un patrimoine populaire expression autoréférentielle d'une appartenance spécifique à des milieux populaires ». La « saisie du patrimoine (par les associations) est mémoire sociale et culturelle et non production d'irréductibilités politiques (les) mémoires locales intègrent des aspects de la mémoire nationale (tout) en souhaitant une reconnaissance de leur spécificité. Aussi le discours sur le caractère potentiellement dangereux de mémoires locales particularistes par rapport à la mémoire nationale

paraît que la patrimonialisation normative, manière d'abandon de droits individuels fondamentaux à l'Etat, s'applique aux objets dont les détenteurs ne mettent pas en cause l'usage possible, mais bien la valeur symbolique.

Il ne saurait, donc, y avoir de politique de valorisation de cette catégorie de patrimoine, engageant et englobant le paysage, dont elle ouvre au demeurant les accès, sans que ne soient sinon encouragés, du moins tolérés des espaces de re-construction des symboles, avec les personnes d'aujourd'hui, leurs appartenances culturelles d'aujourd'hui et toute la part de la reconstruction du passé que cela implique.

Le maintien et le renouvellement de l'architecture rurale, cette ressource locale que nous ne nous aventurerons pas à interroger en tant que telle aujourd'hui, justifieraient à eux seuls l'ouverture de nombreux chantiers. Néanmoins, les enjeux sociétaux de tels chantiers ne peuvent se poser ici et aujourd'hui, dans cette nation, en termes semblables à ceux d'il y a quelques décennies, voire seulement années, trop facilement réductibles à une aspiration purement esthétisante et, de bien des façons, à nouveau privilège et différenciation de classe sociale. Si hier confrontations et connivences s'exerçaient entre un nombre limité de groupes, en mesure de commenter leurs options dans une langue à peu près intelligible par l'autre, les possibilités sont aujourd'hui autrement ouvertes. J'y verrais pour ma part même une nécessité, les apprentissages mutuellement pratiqués sur un chantier culturel révélant en chaque individu des capacités communicantes et techniciennes dont la possibilité même aurait pu lui échapper sa vie durant. La maison paysanne et l'univers auquel elle donne accès, si ludique, avec ses avants et ses arrières, ses secrets et ses proclamations, ses enfouissements et ses cieux bachelardiens, pose le miroir d'une naturalité, notre naturalité qu'aucune dictature d'aucun ordre n'est en mesure semble-t-il d'éradiquer, mais qu'aucun projet, ne vient inscrire dans l'utopie politique du développement durable. Nicole Mathieu³⁹ a récemment soufflé, dans une tonique mise au point relative au concept de milieu urbain durable, sur la « *poudre rhétorique* » du développement durable, et nous remet en appétit avec le concept de « *milieu de vie socialement durable* ». Sous la réserve de mobiliser la sphère scientifique, et de « *prendre l'utopie politique à la lettre pour produire un nouveau mode de connaissance* », la démarche implique l'interdisciplinaire, le croisement territorialisé des données, l'inventivité méthodologique et enfin, ce qui conclut notre propre réflexion, le recours à un concept intégrateur : « *le mode d'habiter* ». Ce dernier devrait mettre à jour « *les catégories au travers desquelles chaque habitant pense son rapport aux lieux, aux natures* » en repérant « *l'écart entre le réel et le rêvé, en particulier autour des catégories de « dedans/dehors », de « maison (chez soi)/hors de chez soi...voie pour aller au fond de la question de qu'est la durabilité, du point de vue des consciences « ordinaires » et des logiques habitantes* ». Il me semble que nos

universaliste manque-t-il de pertinence sauf si, et seulement si, ces deux types de mémoire et de territoire divergent faute de médiation ou de régulation leur permettant d'exprimer sereinement cette diversité ».

³⁹ Nicole Mathieu, « Pour une construction interdisciplinaire du concept de milieu urbain durable », *Natures Sciences Sociétés* 14, 376-382 (2006), NSS Dialogues, EDP Sciences 2007, DOI: 10.1051/nss:2007005. Je remercie Josiane Stoessel de m'avoir signalé ce texte fondateur.

observations de chantier ne sont pas très éloignées de l'apport théorique de Nicole Mathieu. Nous situant sur un plan pratique, il nous paraît que consciences et logiques de transformation ne peuvent s'éveiller et se dérouler sur le terrain « primaire » du milieu de vie et souvent du mal-être des gens. L'idée de Paradis doit être représentée, puis habitée, avant de pouvoir être transposée en demeure terrestre. C'est pourquoi nous retenons de nos essais que nos maisons paysannes, pour peu que l'on en fasse des chantiers⁴⁰, peuvent être les foyers d'où partiront de généreux reconSTRUCTEURS de la ville.



Figure 1 - Gommersdorf (Haut-Rhin), le village berceau des chantiers de l'association « Maisons paysannes d'Alsace », maisons inhabitées côté rue (1972)

⁴⁰ J'ai en ce moment la chance de pouvoir participer actuellement à un tel chantier, sur le « castrum » du Poët-Célar dans la Drôme. Une association (ADCAVL-Association drômoise chantiers et vie locale) propriétaire du château, rodée aux échanges internationaux et à l'insertion sociale, y fait alliance avec la commune dans une démarche de « développement réfléchi », suivant la formulation proposée par Luc Gwiazdzinski. L'enquête archéologique et ethnologique a été un préalable (sur le registre que nous commençons à identifier de l'offrande aux ancêtres, passage nécessaire pour tout tiers qui prétend s'immiscer dans les affaires d'un village). Elle a mis les acteurs au diapason des logiques internes et multiples du lieu, qu'elles soient de l'ordre de l'invisible révélé ou de l'enchantement du visible. Le projet se matérialise par une extension et une densification de l'habitat, selon des attendus proches de la définition du « milieu de vie socialement durable » posée par Nicole Mathieu et tendant à la « totalité synchronique » (cf *supra* note 24).



Figure 2 - Gommersdorf (Haut-Rhin), les granges désaffectées (1972)



Figure 3 - Un « tas de boue » à Gommersdorf (1972) qui, contrairement aux autres maisons du village restaurées in situ par les chantiers de bénévoles et les habitants, sera in fine (1988) démontée et transportée à l'écomusée d'Alsace.



Figure 4 - La maison de Gommersdorf en cours de reconstruction à l'écomusée d'Alsace (1988)

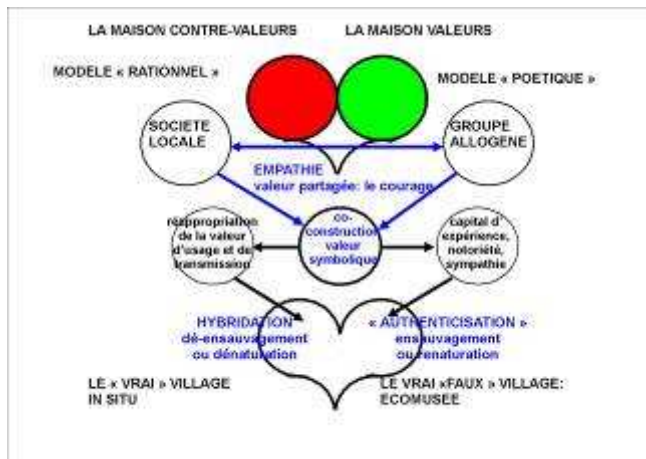


Figure 5 - Comment la rencontre de chantiers de jeunes et des habitants de Gommersdorf a transformé les représentations et les usages de la maison paysanne



Figure 6 - Le cœur de Gommersdorf (1972) ultime repli du sauvage dans le territoire



Figure 7 - La scénographie de l'écomusée d'Alsace stabilise l'état de Gommersdorf en sa phase de transformation dans les décennies 1970-1980.



Figure 8 - La maison comme objet anthropologique à l'écomusée d'Alsace. La scénographie indique les transformations d'une maison paysanne au fil de son occupation depuis le XVIII^e s. et propose sa confrontation avec les idées sur l'habitat au XX^e s.



Figure 9 - Un aménagement contemporain (2007) d'un centre village en Alsace. La nouvelle mairie intègre une maison paysanne démontée dans le même village. Avec la fontaine en béton en forme de barque, évoquant la pêche activité ancienne du village, cet ensemble –non sans qualité architecturale– est représentatif de l' « éradication de l'invisible ».